

## **Communiqué du 26 mars 2018.**

Jeudi 22 mars, journée d'action nationale pour la sauvegarde des services publics, nous, certains personnels du collège de Tsimkoura et du lycée de Chirongui avons manifesté jusqu'au barrage du carrefour de Mtsamoudou.

Cette action a été menée suite à l'appel de l'intersyndicale au niveau national, et localement en soutien au mouvement engagé par la population de Mayotte sur la base des 61 revendications de la table revendicative envoyées au 1er Ministre.

**Depuis des années, l'Etat n'assume pas ses responsabilités à Mayotte.**

**Les investissements matériels et humains dans tous les secteurs : Education, Santé, pôle Social et infrastructures en général, sont insuffisants.**

En ce qui concerne l'Education, les classes sont surchargées, les moyens pédagogiques sont insuffisants ainsi que les personnels de vie scolaire. Il y a un manque d'établissements scolaires techniques ou généraux qui sont eux aussi insuffisants. Les effectifs en personnels titulaires doivent également être renforcés au moyen d'une politique d'attractivité.

Pour toutes ces raisons, nous soutenons le mouvement engagé depuis 5 semaines y compris les barrages , les multiples appels lancés ayant été ignorés par l'Etat .

**L'Etat, par son absence de réponse nourrit l'insécurité et la xénophobie et provoque des actes contraires aux valeurs que nous défendons, entre autres, le droit à l'Education pour TOUS.**

Vendredi soir, nous sommes retournés sur le barrage afin de manifester une nouvelle fois notre solidarité vis à vis du mouvement social engagé et discuter de nos revendications. Nous avons alors assisté à l'arrestation et à la livraison d'une famille prétendument comorienne aux gendarmes. Nous ne pouvons rester muets devant de tels agissements, c'est la raison de notre communiqué.

**La population comorienne n'est en aucun cas responsable du délabrement de l'île qui est la conséquence de politiques sociales, économiques éducatives et territoriales inappropriées. .**

L'Etat en apportant comme seule réponse, depuis la visite de la ministre des Outre-mers Annick Girardin, des opérations de gendarmerie et de police visant à expulser les étrangers en situation irrégulière, ne souhaiterait-il pas accrédi-ter la thèse d'un bouc émissaire et discréditer ainsi le mouvement social à l'égard de l'opinion publique?

**Nous rappelons que l'expulsion ou tout acte de violence à l'égard des étrangers et en particulier des comoriens ne saurait être une solution à l'insuffisance des services publics et du développement dont a besoin Mayotte.**

**Intersyndicale Snes / CGT Educ / Solidaires Sud**

**Collège de Tsimkoura**

**Lycée de Chirongui**